L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 JANVIER 1896. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 11 JANVIER 1896.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

L'Eclairage de la Nouvelle-Orléans.

On a beaucoup critiqué, il y a quelque temps, les longs et gênants travaux qui avaient pour but d'établir la circulation rapide, en long et en large, sur toute l'immense étendue de la Nouvelle-Orléans. On avait raison; ces travaux étaient mal combinés, mal dirigés; mais ils ont abouti à de très heureux résultats; ils ont donné une nouvelle vie à notre ville; ils l'ont égayée et y ont doublé la circulation de jour et de nuit. C'est un bienfait dont nous sommes redevables aux compagnies. Nous aurions tort de leur chercher noise à ce propos. Oublions les petites misères auxquelles elles nous ont exposés momentanément, et remercions-les sincèrement, chaleureusement, surtout celles qui ont eu le courage d'apporter la réforme dans notre vaste district français, jusque-là si négligé, si délaissé. Cette reconnaissance, à leur égard, doit être d'autant plus vive, qu'elles ont rendu parmi nous beaucoup plus faciles, beaucoup plus rapides et beaucoup moins dangereux les déplacements nocturnes. Aussi, ces déplacements ont-ils doublé, triplé, peut-être quintuplé, depuis l'établissement du service des cars électriques.

Que ne pouvons-nous en dire autant de notre système d'éclairage, qui fonctionne aussi mal que jamais, à partir surtout de six à sept heures du soir jusqu'à une heure assez avancée de la nuit,—mettons jusqu'à 11 heures ou minuit.

Rien de triste, de désagréable, de périlleux comme une sortie de chez soi, après le dîner, comme la traversée d'une partie du deuxième ou du troisième district, durant ces heures maudites. Des ténèbres partout, la lumière nulle part. A chaque pas, un danger nouveau, un danger invisible, presqu'inévitable, à cause du lamentable état des trottoirs et du détestable entretien des petits ponts établis à chacun des quatre angles saillants des différents carrefours. Passe encore si les lampes, effroyablement espacées, que l'on décore du titre pompeux et usurpé de phares ou fanaux électriques, daignaient fonctionner d'une convenable façon; mais elles passent la moitié de leur temps à ne pas éclairer, et l'autre moitié à ne donner que le tiers ou le quart de la lumière qu'elles devraient fournir. Les ténèbres au-dessus de nos têtes et le danger sous nos pieds! vrai, c'est par trop abuser de la patience des contribuables, qui paient pour pouvoir marcher en sûreté, et qui ne le peuvent pas; pour être éclairés et qui ne le sont pas.

Consultez les gens qui, par état, et ils sont nombreux—à peu près le quart de la population—sont obligés de parcourir une bonne partie de la ville, la nuit; ils vous diront que les lampes électriques ne commencent à briller d'un assez vif éclat qu'à partir de onze heures du soir ou de minuit. Quelle est la cause de cette étrange anomalie? Avons-nous besoin de le dire? Tout le monde, ici, ne sait-il pas que les compagnies d'éclairage commencent à servir les lignes de chemins de fer électriques, alors en pleine activité, et ne laissent à la ville que les restes qui tombent de leurs appareils.

Il est grand temps, en vérité, que l'on mette un terme à cet horrible état de choses. Nous voici bientôt au Carnaval; les étrangers vont nous arriver en foule. Nous n'avons pas de bien nombreuses distractions à leur offrir, cette année.

Donnons-leur au moins la sécurité dont ils ont un si grand besoin. Ne laissons pas se renouveler les accidents peu graves, si l'on veut, mais nombreux et impatientants qui se sont produits, les années précédentes; et puissions-nous, le lendemain du Carnaval, ne pas les voir, en nous quittant, secouer, une fois de plus, la poussière de leurs souliers et nous lancer, comme une flèche de Parthe, leurs sarcasmes et leurs malédictions!

L'ABEILLE DE DEMAIN.

La femme s'en va, J. Gentil; *Rêveries*, François Tojagne; *Souvenirs d'Italie*, Guy de Morant; *Légendes Limousines*, *le Loup-garou*, Lobis de Montpontier; *La chambre blanche*, histoire sentimentale; *Premier jour d'hiver*, poésie; *La littérature de Noël*, récit anecdotique; *La tasse de thé*, *L'Héritage napoléonien du Baron Larrey Notes mondaines*, *Cliché de modes parisiennes*, etc, etc.

L'épilogue d'un scandale de cour.

On écrit de Berlin :

L'empereur ne confirmera pas la sentence rendue contre le chambellan de Kotze par le conseil d'honneur du régiment des hussards de Rathenow excluant M. de Kotze de l'armée comme indigne.

Cette sévère sentence, si elle avait été approuvée par l'empereur, aurait pu donner lieu à de regrettables malentendus sur le rôle joué par le chambellan de Kotze dans cette scandaleuse affaire. Le conseil d'honneur, composé des camarades de M. de Kotze, n'a pris en à s'occuper de la grave question des lettres anonymes, mais simplement du fait que M. de Kotze, au lieu de provoquer en duel son collègue le chambellan de Schrader, l'avait poursuivi en diffamation. Le code particulier qui règle en Allemagne les rapports des officiers entre eux est en contradiction flagrante avec le Code pénal, qui punit le duel: il prononce, en conséquence, la déchéance des officiers qui portent leurs affaires d'honneur devant la justice au lieu de les régler sur le terrain.

Il s'en est donc fallu de peu que le chambellan de Kotze, qui, tout le monde le sait aujourd'hui, a été le bouc émissaire dans cette vilaine affaire, ne fût flétri publiquement par cette exclusion de l'armée que le public aurait certainement interprétée tout autrement que les initiés aux chinoiseries des jurys d'honneur militaires.

Depuis dix-huit mois ce scandale a tenu en haleine la haute société berlinoise sur laquelle il a jeté un triste jour.

Que penser, en effet, d'une cour où, pendant des mois, des lettres anonymes contenant des accusations ignobles contre les femmes les plus haut placées, contre la sœur même de l'empereur, arrivent quotidiennement, se glissent jusque sur le bureau de l'empereur sans qu'on puisse, *ou veuille*, découvrir le coupable. Puis, enfin, lorsqu'arrive le moment où l'impunité a rendu le rédacteur des lettres anonymes d'une audace intolérable, que la comtesse Hohenau, affolée par les libelles et les desseins obscènes qui la poursuivent partout, menace de faire scandale et de dénoncer celui qu'elle et de nombreuses personnes soupçonnent, on arrête brusquement un inoffensif courtisan dont l'unique faute était de bavarder à tort et à travers.

Après une détention illégale, le tribunal spécial, choisi par l'empereur est bien obligé d'acquitter M. de Kotze, mais il le fait de telle façon qu'un soupçon continue à planer sur le malheureux chambellan. Il se bat en duel, il poursuit ses calomniateurs et finalement il échoue devant la cour d'appel qui, sans examiner le fond du procès, a déclaré l'instance périmée. Pour comble, cet homme, qui a été blessé grièvement en duel une première fois et auquel ses amis déconseillaient une seconde rencontre, s'est vu flétrir par ses anciens camarades de régiment, comme un poltron reculant devant une épée.

L'épilogue de ce scandale de cour sera la disparition de M. de Kotze; son adversaire, M. de Schrader, a résigné également ses fonctions de chambellan. Maintenant on va pouvoir respirer à la cour de Berlin; cependant, il y a des gens qui ne sont pas rassurés complètement, car, paraît-il, les socialistes sont au courant de tous les détails de l'affaire de Kotze; il y a, en outre, un avocat mêlé à cette affaire qui a en connaissance de certains documents qu'il a recopiés. Cet été, cet avocat a été traduit devant le conseil de l'ordre et la cour pour graves manquements à ses devoirs professionnels. Malgré l'énergique intervention du ministère public, il s'en est tiré à très bon marché. Un des magistrats siégeant dans cette affaire aurait dit: "Si nous avions rayé Friedman du tableau des avocats, nous l'aurions délié du secret professionnel."

La brusque disparition de ce maître du barreau de Berlin est venue donner aux racontars un nouvel essor. Les uns prétendent que M. Friedmann s'est tué; d'autres le croient à Vienne, d'autres enfin à Londres, où il s'occuperait de mettre en valeur les papiers dont il a eu connaissance et de révéler dans une brochure à sensation les dessous de l'affaire Kotze.

Une autre nouvelle à sensation, qui intéresse la presse autant que le monde judiciaire, c'est la nouvelle qu'un président de cour, M. Brausewetter, plus spécialement chargé de juger les délits politiques, venait d'être frappé en pleine audience de troubles nerveux. Après examen, un aliéniste voulait le garder dans son établissement. Il a réussi, à force d'énergie, à se faire relâcher, plus heureux que les nombreux journalistes qu'il a condamnés. Ce président à poigne devra, en tout état de cause, renoncer au plaisir visible qu'il avait de prononcer des maximums et, à l'occasion, de cingler les témoins effarés de paroles agressives. Les socialistes, qu'il n'a pas épargnés, ne manqueront pas à leur tour de soumettre son cas au ministre de la justice par voie parlementaire.

L'EXPOSITION DE 1900.

La commission de la Chambre qui s'occupe des projets relatifs à l'Exposition universelle de 1900, a évidemment pris pour devise le vers de Boileau: "Dans tout ce que tu fais, hâte-toi lentement", dit la *Liberté*. Elle va à pas de tortue et si elle ne se presse pas d'avantage, Dieu sait quand elle aura achevé son travail. Dernièrement, elle a tenu une longue séance dont il a été rendu compte en Dernière heure et où elle n'a pas avancé d'un pas. On y a parlé doctrinalement des invitations faites aux puissances étrangères et de leur portée diplomatique; mais on a ajourné leur solution jusqu'après communication des documents officiels. On a ensuite paru vouloir aborder la discussion du plan, mais on l'a presque aussitôt renvoyée à une prochaine séance pour convier et entendre d'abord les représentants du conseil municipal. Bref, on s'est encore séparé sans avoir rien fait. *Verba et voces praeterequae nihil.* Beaucoup de paroles sans résultat. Il est évident qu'il y a, dans la commission, un fond très visible de mauvaise volonté contre le principe et les détails de l'Exposition.

Nous ne sommes pas de ceux qui approuvent tout ce qui a été fait ni pour le choix de l'emplacement ni pour les plans d'exécution; mais, d'une façon ou d'une autre, il faut aboutir à une conclusion positive, et l'on perd maintenant un temps précieux. Ceux qui, dans la commission se plaignent qu'on veut forcer la main à la Chambre, devraient comprendre que leurs lenteurs sont bien plus favorables que contraires au succès de cette tactique.

François Coppée et les Jeux Floraux.

François Coppée, Parisien de Paris, célébrera, dans quelques semaines, la gloire de Clémence Isaure.

Il prononcera à Toulouse l'éloge de la fondatrice des Jeux floraux.

On se souvient que, l'an dernier, ce fut M. Emile Pouvillon qui en eut l'honneur.

François Coppée est maître ès Jeux floraux, sans jamais avoir brigué aucune des fleurs de Clémence Isaure.

Il recueillit ce titre par héritage.

La chose est assez curieuse pour être contée.

François Coppée remplaça à l'Académie française le poète Victor de Laprade, trois fois lauréat des Jeux floraux, maître ès jeux.

L'académie de Toulouse offrit à François Coppée de succéder à Victor de Laprade comme maître ès jeux, puisqu'il lui avait succédé comme académicien, et François accepta.

Il paiera bientôt sa dette, déjà ancienne, à Mme Clémence, comme les poètes d'antan dénommaient la fondatrice des Jeux floraux.

ANECDOTES PIQUANTES.

Un pasteur anglican, M. Hole, doyen de Rochester, a fait dernièrement un voyage aux Etats-Unis. Il a rapporté de son excursion un amusant volume de souvenirs, où abondent les anecdotes piquantes et caractéristiques, dans le genre de celle-ci: "Un commerçant de Chicago arriva un matin à son bureau, l'air enchanté. Son associé lui ayant demandé la cause de cette joie, l'honnête Yankee répondit: "Mon médecin m'a recommandé de faire à pied le trajet qui sépare mon domicile privé de mon bureau. J'ai obéi et cette promenade matinale vient de me permettre d'accomplir trois bonnes actions; j'ai rencontré près d'une église une pauvre femme qui tenait un baby dans ses bras et qui pleurait abondamment. Je lui ai demandé la cause de son chagrin et elle m'a répondu qu'elle était désespérée, parce que le pasteur ne voulait pas baptiser son enfant, vu qu'elle n'avait pas un dollar à lui donner. Je tirai de ma poche un banknote de dix dollars; je dis à la pauvresse de payer le pasteur et de me rapporter la monnaie. Ainsi fut fait: elle revint au bout d'un moment et me tendit neuf dollars; elle pleurait encore, mais de reconnaissance. N'ai-je pas lieu de me réjouir? J'ai séché les pleurs d'une pauvre femme, j'ai conduit son enfant sur la route qui mène au ciel et j'ai obtenu la monnaie d'une banknote fausse dont je ne pouvais arriver à me défaire!...."

ECHOS DE PARTOUT.

Le costume des femmes cyclistes.

On mande de Melbourne (Australie) aux journaux anglais que la colonie de Victoria est profondément troublée par un différend qui vient d'éclater au sujet du costume que doivent porter les cyclistes femmes.

Les dames australiennes avaient adopté d'enthousiasme le pantalon de soirée dès son apparition; mais voici que le club le plus important de Melbourne vient de déclarer qu'il exclura toute femme qui ne portera pas la jupe.

D'où grande émotion parmi les dames; elles se préparent, dit-on, à une résistance vigoureuse.

Il paraît que cette querelle a fait taire pour le moment tous les dissentiments politiques.

Doux pays!

Un banquier anglais habitant Pontefract, dans le pays de Galles, a inventé, paraît-il, une nouvelle sorte de collectionneur: il collectionne, en effet, les portes historiques et ne recule devant aucune dépense dès qu'il s'agit de se procurer quelque huis rare de quelque vieux château, ou de quelque église ou de quelque abbaye.

Dernièrement, il offrait vingt-cinq mille francs d'une porte par laquelle avaient passé jadis, en se rendant à l'échafaud, Marie-Antoinette, Charlotte Corday, Danton et Robespierre. Pour mettre un peu de variété dans son musée, cet original recherche également avec soin les grottes anciennes.

Des objets de cette nature sont malheureusement plus encombrants que des timbres-poste, et le seul fait de les loger chez soi suppose une situation de fortune déjà respectable.

Mais, après tout, une telle manie, si ruineuse qu'elle est, est beaucoup plus intéressante que beaucoup d'autres du même genre.

La population de l'Allemagne compte, d'après les résultats du dernier recensement, 51,758,364 habitants, soit 2,329,894 de plus qu'en 1890.

Dans tous les Etats qui font partie de l'Empire la population a augmenté en moyenne dans la proportion de 8 pour mille et par an.

En Alsace-Lorraine seule, malgré l'immigration constante, l'augmentation annuelle de la population n'atteint que 2.43 pour mille.

L'émigration indigène contrebalance le nombre important d'Allemands qui viennent chaque année s'établir dans les pays annexés.

Un livre va paraître dont il sera sans doute beaucoup parlé. Titre: *Quatorze siècle de christianisme*. Auteurs: plus de trente écrivains choisis par le Père Baudrillart parmi les plus illustres: l'abbé Duchesne, le vicomte de Vogüé, Mgr Perraud, Olé-Laprune, l'abbé Pisani, Mgr d'Hulst, le prince de Broglie, etc.

Cet ouvrage, qui est comme la préface —singulièrement éloquente — aux fêtes que le cardinal Langénieux organise à Reims, pour l'année prochaine, en consécration du quatorzième centenaire du baptême de Clovis, cet ouvrage sera précédé d'une introduction où le vénéré prélat se félicite d'avoir saisi "l'occasion de "rendre à l'Eglise, par ce magnifique "groupement de savants catholiques, un "hommage que le monde affairé ou frivole lui refuse trop souvent."

C'est le Père Baudrillart qui avait été chargé de diriger la publication de ce beau livre; on s'aperçoira dans quelques jours qu'il a pleinement réussi dans sa tâche.

Dans son récent ouvrage *Memories and Studies of war and peace* (mémoires et études sur la guerre et la paix, l'éditrain militaire Archibald Forbes raconte sur le général Skobelef l'amusante anecdote suivante:

Skobelef dans sa jeunesse était d'humeur plus que légère, et il gaspillait avec une extrême facilité sa fortune.

Son père, au contraire, qui était alors général, passait pour pratiquer une économie sordide. Cette différence de caractère avait presque brouillé entre eux les deux hommes; mais, tant que le père occupa un rang supérieur à celui de son fils, celui-ci fut obligé de se soumettre à tous les ordres qu'il recevait par voie hiérarchique.

Par contre, quand Skobelef eut un grade plus élevé que son père, il eut prendre sa revanche.

Aussitôt qu'il n'obtenait pas de lui l'argent dont il avait besoin, il le menaçait, moitié en plaisantant, moitié en riant, de le mettre aux arrêts.

Un jour même il exécuta sa menace et laissa son père le prier et le supplier de lever la punition qu'il avait infligée, jusqu'à ce qu'il eût reçu la somme qu'il lui demandait.

Le premier duel au pistolet en France.

L'épée, dont deux maîtres d'armes viennent de se servir pour vider leur querelle, a été de tout temps fort en honneur dans les duels entre Français; mais si l'on veut savoir à quelle époque eut lieu le premier duel au pistolet en France, il est facile de le dire: ce fut en 1651

Le 30 juillet 1651, en effet, le duc de Beaufort, le roi des Halles, et le duc de Nemours, son beau-frère, tous deux rivaux dans le commandement des armées comme dans les intrigues de la galanterie, se battirent au pistolet derrière le clos des Chartreux, à Paris. Le duc de Nemours tira le premier et manqua son adversaire, qui ne le manqua pas; il tomba mort sur la place.

Puis le maréchal de Villars, qui secondait Nemours, tua son adversaire Hricourt, qu'il n'avait jamais vu auparavant.

A la Bourse:

Mais enfin, comment a-t-il fait pour s'enrichir si vite?

—C'est bien simple: toute affaire se décompose en doit et avoir; eh bien! il a toujours mis l'avoir dans sa poche et le.... doigt dans l'œil de ses actionnaires.

DAVID JOSUA BREWER.

Le juge Brewer, de la Cour Suprême des Etats Unis, est né à Smyrne, Asie-Mineure, le 20 juin 1837, de son père était ministre américain; sa mère était une demoiselle Field, sœur du juge de ce nom.

Les parents du juge Brewer reviurent en Amérique, et lui, le juge, passa plusieurs années dans le Connecticut, où il commença ses études classiques pour les terminer à l'Université de Yale en 1856.

Après avoir étudié le droit à New York, il alla dans le Kansas exercer sa profession. En 1861, il devint Commissaire des Etats-Unis, en 1862 juge de la cour des Preuves, en 1870 juge de la cour suprême du Kansas, en 1884 juge de la cour de Circuit des Etats-Unis, et le 18 décembre 1889 juge de la cour suprême des Etats Unis, nommé par le président Harrison.

Le 3 octobre 1861, il épousa Mlle Louise Landon, de Burlington, Vt. Ces jours derniers, le président Cleveland l'a nommé membre de la Commission vénézuélienne.

L'Organisation de Madagascar.

Le problème de l'organisation de Madagascar est à la vérité compliqué et préoccupe fort le gouvernement.

D'un côté, le ministère voudrait donner satisfaction à l'opinion qui, chaque jour, réclame, disant: "Vous avez conquis le pays que vos prédécesseurs affirmaient si riche lorsqu'ils nous demandaient des hommes et des crédits.... Le drapeau français flotte à Tananarive.... Qu'allez-vous faire pour que les sacrifices de l'expédition soient compensés par les résultats solennellement promis!" Et le ministère actuel aurait l'ambition de tenir ces promesses qui ne sont point siennes; il désire faire quelque chose, au moins sur ce point spécial.

Mais, bien que la conquête de Madagascar ait été préparée depuis de longues années, la grande île apparaît aujourd'hui à ceux qui en ont la charge comme une terre vierge et connue seulement d'hier.

Aussi, peut-on dire sans exagérer que cette organisation est pour le gouvernement un problème fort compliqué.

On pourrait d'ailleurs s'en rendre compte à la lecture du décret qui a été signé en Conseil des ministres.

Ce décret comporte, pour ainsi dire, plutôt des projets qu'une organisation administrative.

La plus grande latitude est réservée à M. Laroche à qui incombera le soin d'établir l'administration de l'île lorsqu'il saura ce qui s'y passe.

C'est dans quelques mois seulement que le gouvernement, renseigné par le résident général, pourra savoir quel parti prendre.

Actuellement, il se contente de décider que l'administration de Madagascar et de ses dépendances comprendra des résidences à Tananarive, à Tamatave, à Majunga, à Fianarantsoa, à Mananjary, à Tuléar, à Diégo-Suarez, à Sainte-Marie, à Nossi-Bé.

Le décret dit en outre que ces résidences seront administrées par des résidents de 1re, de 2e et de 3e classe, par des vice-résidents de 1re et de 2e classe et par des chanceliers de résidence de 1re et de 2e classe.

Le personnel de ces résidences comprendra un chef et un adjoint, s'il y a lieu, plus un expéditionnaire et un interprète.

L'intention manifestée de ne pas employer un grand nombre de fonctionnaires est louable.

Cependant, même en ajoutant que, sauf deux ou trois résidences importantes dès à présent, les autres ne seront que des postes d'observation, ce décret ne dira pas sur l'organisation de Madagascar beaucoup plus que ce que l'on savait déjà.

Le mariage du Prince Napoléon.

D'un correspondant. — Le jeune prince exilé, parent de monarques déchus, dont le *Soir* a annoncé le prochain mariage morganatique, serait le prince Napoléon.

La veuve qu'on lui prête l'intention d'épouser serait la fille de M. Balisaux, ancien sénateur et riche industriel de Charleroi, qui fut mariée à un M. Brichard.

Les amis du prince protestent et déclarent que cette nouvelle est dénuée de fondement.

D'un autre côté, une pareille union ne semble pas possible pour plus d'une raison. On sait que le prince Napoléon a une liaison ancienne de laquelle sont nés quatre enfants. Cette femme, que tout Bruxelles connaît, est jalouse à l'excès et ne manquerait pas de s'opposer par tous les moyens à un pareil mariage.

De plus, la loi belge n'admet pas le mariage morganatique, et l'on se demande ce qui a bien pu donner lieu à l'information du *Soir*.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Première Exécution Légale dans la Paroisse d'Ibérie.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

La Nouvelle-Ibérie, Louisiane, 10 janvier—La première exécution légale dans la paroisse d'Ibérie a eu lieu cette après-midi.

William Patterson, un noir condamné à mort à la dernière session des assises, pour avoir tué d'un coup de fusil une femme de couleur sur la plantation Morlehan, près de la Nouvelle Ibérie, a été exécuté dans la cour de la prison, en présence de deux mille noirs, hommes et femmes, accourus de toutes les parties de la paroisse.

Patterson s'était converti au catholicisme et a été accompagné à l'échafaud par les Pères Jouan et Traimor.

A part quelques paroles vagues prononcées, le condamné n'a montré aucune faiblesse.

La mort par strangulation a été constatée neuf minutes après l'exécution.

NOUVELLES ETRANGERES.

LA CRISE ANGLAISE.

L'achat de la Baie de Delagoa.

NOUVELLE COMPLICATION.

Situation critique.

Les étrangers doivent livrer leurs armes aux Boers.

Le gouvernement du Transvaal annonce son intention de favoriser l'exploitation des mines.

DIX MILLE BOERS SOUS LES ARMES.

L'ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE

LES JOURNAUX.

La Question Vénézuélienne.

Les Anglais désirent maintenant l'arbitrage.

Presse Associée.

Londres, 10 janvier—Le développement le plus important de la question de l'Afrique du Sud aujourd'hui, est le fait qu'on croit dans plusieurs cercles qu'il y a quelque fondement à la rumeur annonçant que la Grande Bretagne a acheté au Portugal la baie de Delagoa.

S'il en est ainsi, une nouvelle complication politique se présente, et c'est peut-être la cause réelle de la réunion d'une flotte anglaise aussi formidable que celle qui sera à l'ancre mardi prochain au large de Portland.

Comme il est connu que le gouvernement du Transvaal demande, entre autres choses, que l'Angleterre renonce à son droit d'obtenir possession de la baie de Delagoa, et comme l'Allemagne peut très bien considérer cette mesure comme une sérieuse menace à l'avenir du Transvaal, la situation, si le rapport est fondé, est devenue plus critique.

Des démarches sont faites en ce moment pour obtenir une confirmation ou un démenti du prétendu achat de la baie de Delagoa par la Grande Bretagne.

Dans le Transvaal, il a été donné jusqu'à ce soir à six heures aux Willanders du Rand, au nombre de 30,000 plus ou moins bien armés, pour rendre leurs armes. Tous ceux qui se conformeront à cet ordre, à l'exception des leaders de la révolution, seront pardonnés.

Comme les Willanders sont cernés par 20,000 Boers bien armés, on estime que la reddition des armes sera accomplie à l'heure fixée.

Une dépêche arrivée ce matin de Prétoria dit que le gouvernement du Transvaal annonce son intention de favoriser l'exploitation des mines, et déclare que les intéressés n'ont pas besoin de sacrifier leurs propriétés pour le bénéfice de la clique d'agitateurs du Rand.

Cette même dépêche dit que dix mille Boers seulement sont sous les armes, mais elle ajoute, d'une façon significative, qu'ils ne se disperseront pas avant que les Willanders du Rand aient rempli entièrement les conditions imposées.

Il ne semble y avoir eu un changement dans l'attitude de l'Allemagne envers l'Angleterre au sujet du Transvaal.

Le sentiment de recueillement est, dit-on, toujours visible dans le ton des journaux allemands, et on attache une grande importance à un article du *Hamburger Nachrichten*, qu'on sait directement inspiré par le prince de Bismarck, désapprouvant d'une façon indirecte la position prise par le gouvernement. Le journal ajoute: Le devoir du gouvernement est plutôt de défendre la paix intérieure et extérieure, contre des troubles, que de favoriser des entreprises étrangères.

Ce matin, le *Times* s'exprime ainsi:

Le fait principal que l'Angleterre doit se rappeler est, qu'en temps de paix, une puissance ostensiblement amie a tenté d'engager une autre puissance amie à se départir de sa politique de neutralité pour faciliter l'attaque des intérêts anglais en Afrique.

La Grande Bretagne doit également se rappeler qu'à moins de considérer la démonstration allemande de Lorenzo Marquez du caractère illusoire et ridicule assigné maintenant par la presse allemande, il nous faut supposer qu'il y avait une détermination plus ou moins définitive de traverser le territoire portugais, même en face du refus du Portugal.

Le *Globe* soulève cette après-midi une importante question, qui peut avoir un grand effet sur la situation. Il dit que les cercles bien informés suspectent la conclusion d'un traité, en 1885, entre l'Allemagne et le Transvaal, et que l'attitude présente de l'empereur Guillaume est en conformité avec une des clauses de ce traité.

Les juges conservateurs de la situation prétendent que, malgré les immenses préparatifs de guerre de la Grande-Bretagne, la paix ne sera pas troublée, et que les armements semblent plutôt prouver le désir de garantir la paix que de provoquer les hostilités.

Le mouvement d'opinion en faveur de la soumission à l'arbitrage du différend vénézuélien fait des progrès tous les jours.

Après avoir interviewé des hommes d'Etat de tous les partis, des banquiers et d'autres personnages intéressés, la *Gazette de Westminster* dit cette après-midi:

Partout, il y a eu des déclarations enthousiastes en faveur de l'établissement d'un tribunal permanent d'arbitrage.

De diplomates ayant été reçus récemment au Foreign Office, la Presse Associée apprend qu'il y a un changement d'opinion prononcé à Londres, que l'opposition inébranlable à l'arbitrage montrée dans les hauts cercles a presque complètement disparu, et que la situation semble beaucoup plus satisfaisante qu'elle ne l'a été depuis le commencement de la dispute.

A la frontière du Vénézuéla.

Presse Associée.

New York, 10 janvier—Une dépêche de Caracas, Vénézuéla, au *Herald* dit que le général Domingo Sifontes, qui commandait le district d'Urnan au moment où le seigent Barnes a été arrêté par les autorités vénézuéliennes, est retenu à Bolivar sous l'accusation de complicité dans la dernière rébellion.

On prétend qu'il a reçu des lettres du docteur Hernandez, de New York, montrant l'existence d'un complot contre le gouvernement.

Sifontes est un adepte du spiritisme.

Les journaux de Caracas conseillent fortement au gouvernement d'envoyer des troupes à la frontière pour repousser les Anglais.

Les feuilles libérales déclarent qu'on peut envoyer des milices en nombre suffisant pour arriver à cette fin, et que si les Anglais s'installent sur le territoire en litige il sera difficile de les déloger.

El Tiempo dit que plus les troupes seront envoyées promptement, mieux cela vaudra.

L'opinion au Vénézuéla.

Approbation du Message du Président Cleveland.

RÉUNIONS PUBLIQUES.

LES JOURNAUX.

Presse Associée

Washington, 10 janvier—Les journaux vénézuéliens, jusqu'à la date du 31 décembre, ont été reçus aujourd'hui à Washington. Ils montrent que la dispute de frontière, mise au premier rang par le message de M. Cleveland au Congrès des Etats-Unis, continue à absorber l'attention publique dans le pays.

Les feuilles contiennent des extraits du message, des comptes-rendus de réunions publiques approuvant l'action de M. Cleveland, et des articles patriotiques l'applaudissant avec enthousiasme.

Les commentaires des journaux montrent un esprit de loyauté et d'unité qui indique le sentiment du peuple au sujet de la question soulevée.

Quelques-uns contiennent les portraits des présidents Monroe et Cleveland; le premier étant désigné comme l'auteur de la doctrine célèbre, le second comme le grand champion du grand principe continental.

On fait remarquer qu'une singulière coïncidence est que le message de M. Cleveland sur la question vénézuélienne a été envoyé au Congrès le jour du soixante-cinquième anniversaire de la mort de Bolivar.

Le secrétaire Olney est également loué, et les télégrammes envoyés de toutes les parties du Vénézuéla aux journaux applaudissent à l'attitude de M. Cleveland et de son secrétaire d'Etat.

Le 25 décembre dernier, vingt mille citoyens se sont réunis à Caracas pour manifester publiquement leur approbation. Dans la foule se trouvaient les membres des colonies française, italienne et espagnole.

Le docteur Eloy G. Gonzalez a prononcé un discours auquel a répondu le ministre de l'intérieur.

Les colons espagnols ont offert leurs services au gouvernement, en cas de guerre avec la Grande Bretagne.

Une façon populaire de peser sur l'opinion publique et de maintenir l'esprit belliqueux est le lancement de manifestes par les diverses sociétés.

Un certain nombre de ces manifestes ont été reçus à Washington. Ils expliquent certains détails de la question de frontière, protestent contre la conduite de l'Angleterre, offrent au peuple et au gouvernement des Etats-Unis leur gratitude pour l'aide opportune accordée et demandent au pouvoir exécutif de maintenir et de défendre avec modération et fermeté les droits de la république.

Comme l'expriment les journaux, la population est disposée à suivre les Etats-Unis dans la question et à attendre le rapport de la commission.

Interview avec le général Guzman Blanco.

Presse Associée.

Paris, 10 janvier—Le "Gaulois" publie ce matin le compte-rendu d'une interview avec Guzman Blanco, ancien président du Vénézuéla, qui nie toute complicité dans l'insurrection et ajoute:

Dans la lutte pour le maintien de l'intégrité de nos droits, tous les partis sont réunis dans un grand parti national soutenant le président Crespo.

Décret du Gouvernement Français.

Presse Associée.

Paris, 10 janvier—Le *Journal Officiel* publie un décret du gouvernement interdisant dans la France et ses colonies l'exportation de munitions de guerre destinées aux insurgés de Cuba.

Les chemins de fer russes en Asie.

Presse Associée.

Seattle, Etat de Washington, 10 janvier—W. L. Hoenock, ingénieur-en chef de la division Irkouth et Vladivostock du grand chemin de fer sibérien, dit que des embranchements vont être ajoutés à la ligne principale: l'un, jusqu'à Hérat, avec le consentement du gouvernement de la Perse; un autre à travers l'Afghanistan, pour les monts du Thibet, et un troisième dans la Béloutchistan, entre la Perse et l'Afghanistan.

Ces nouvelles lignes conduiront le chemin de fer russe dans le centre des puissances asiatiques, aux portes de l'Inde.

Il vous intéressera peut-être de savoir, dit M. Hoenock, que le gouvernement russe fait construire plusieurs navires marchands pour une ligne de navigation entre Vladivostock et un port de l'Alaska. Nous en bâtissons trois maintenant à Vladivostock, et trois autres à Cronstadt; ils seront terminés à peu près dans un an.

Le port d'arrivée n'est pas encore désigné; peut-être en sera-t-il construit un? Les Etats Unis vont construire un chemin de fer dans l'Alaska, et quelque soit son point terminus, ce sera le port que nous choisirons.

Ceci est une partie du grand plan stratégique qui sera mis à exécution par une entente entre les deux nations. Les Etats-Unis construiront une ligne sur mer de Sitka, à travers les îles de la mer de Béhring, aussitôt qu'il est praticable, et de ce point, entreront en communication avec les navires que la Russie a construit.

Formation d'une nouvelle escadre en Angleterre.

Presse Associée.

Portsmouth, 10 janvier—On annonce que la formation d'une seconde escadre spéciale a été décidée, et qu'elle se trouvera prête à prendre la mer à un moment de notice.

Capture du général Ezeta et des membres de son expédition.

Presse Associée.

New York, 10 janvier—Le correspondant de San Salvador du *Herald* télégraphie que le *Diario del Salvador* publie une dépêche spéciale de San José, Costa Rica, annonçant que le général Ezeta et les membres de son expédition ont été capturés.

Ils se trouvaient au large de Punta Arenas, Costa Rica, quand ils ont été arrêtés, et ils sont retenus dans cette ville en attendant les ordres du gouvernement de San Salvador.

L'intention du général Ezetas de renverser le gouvernement du président Gutierrez a été annoncée dans toutes les parties de l'Amérique Centrale, et son arrivée était attendue.

Toutes les classes de la société ont offert au président Gutierrez de l'argent et des hommes pour soutenir le gouvernement. Les individus supposés impliqués dans le complot d'Ezeta ont été envoyés en prison.

Les forces anglaises à la frontière du Vénézuéla.

Presse Associée.

Londres, 10 janvier—Il est semi-officiellement annoncé aujourd'hui que le gouvernement anglais n'a pas projeté l'envoi de nouvelles forces dans le voisinage du territoire en litige avec le Vénézuéla, comme l'ont donné à croire des dépêches de Caracas reçues par voie de New York.

Aucun renfort n'est envoyé au petit corps de police stationné depuis quelque temps dans le district d'Urnan.

Au sujet de l'attitude du Vénézuéla, il est ajouté qu'il n'y a pas de raison de supposer des intentions hostiles à cette république.

Au Parlement Japonais.

Presse Associée.

Yokohama, 10 janvier—Une adresse à l'empereur, demandant le gouvernement pour l'abandon de la péninsule de Liao Tung, a été repoussée par le Parlement.

Des renforts importants sont partis pour l'île de Formose avec la mission d'aider à pacifier le territoire.

NOUVELLES AMERICAINES.

A la dynamite.

Presse Associée.

Monett, Mo., 10 janvier—Huit hommes masqués ont fait sauter avec de la dynamite le coffre-fort de la Banque des Fermiers de Verona, à huit milles de Monett, ce matin à quatre heures, et se sont enfuis en emportant $9,000 en numéraire, tout le contenu.

Une dépêche de M. Fly, le caissier, dit que les voleurs se sont enfuis dans la direction de Monett. On suppose qu'ils sont des professionnels. Ils sont entrés à cheval dans la cité, ont réduit à l'impuissance le gardien de nuit Hoover en l'attachant à un arbre de l'autre côté de la rue. Puis ils ont facilement enfoncé les portes de la banque et ont fait aussitôt sauter le coffre-fort avec de la dynamite.

Les Adieux de John McBride.

Presse Associée.

Massillon, Ohio, 10 janvier—John McBride a envoyé ses adieux définitifs à la Fédération Américaine du Travail.

Dans sa lettre il parle en termes généreux de Samuel Gompers.

Il réitère sa détermination, exprimée au plus fort de l'excitation des débats à la dernière convention, de la façon suivante:

Je ne chercherai ni n'accepterai jamais des fonctions ou des responsabilités officielles dans le mouvement des travailleurs; mais quand l'occasion s'offrira, ma parole et ma plume seront au service de l'humanité souffrante et du travail opprimé.

Le Syndicat Morgan ébranlé.

Presse Associée.

Chicago, 10 janvier—Une dépêche spéciale de New York dit que le syndicat Morgan est enfin ébranlé par la retraite de la Merchants National Bank.

Il est connu que la souscription de cette banque s'élevait à $3,000,000.

On annonce, de plus, que la City National Bank et,